

**Accord régional**

**PRÉVOYANCE DES PERSONNELS CADRES  
RÉMUNÉRÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'ENSEIGNEMENT  
D'ÎLE-DE-FRANCE  
(15 novembre 2006)**

AVENANT N° 1 DU 9 AVRIL 2008  
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE  
NOR : ASET0850631M

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier l'objet et le champ d'application de l'accord régional de prévoyance Ile-de-France des personnels cadres rémunérés par les établissements du 15 novembre 2006 et de préciser les modalités de versement des allocations et garanties obsèques en vue de respecter les conditions d'exonération fiscales et sociales applicables aux régimes de prévoyance.

Il est conclu entre les organismes employeurs et les organisations syndicales représentatives de droit ou dans la profession.

**Article 2**

*Objet accord régional*

Les alinéas 1 et 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord régional de prévoyance du 15 novembre 2006 sont annulés et remplacés par les alinéas suivants :

« Le présent accord paritaire a pour objet d'instituer un régime de prévoyance obligatoire au niveau régional pour les personnels cadres rémunérés par les établissements privés d'enseignement d'Ile-de-France adhérant à l'un des organismes employeurs signataires du présent accord et ayant passé un contrat avec l'Etat pour une ou plusieurs classes dans le cadre de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959.

Il complète les garanties incapacité, invalidité et décès instituées par l'accord national de prévoyance salariés cadres du 28 novembre 2005, tout en étant indépendant de ce dernier ».

### **Article 3**

#### *Champ d'application*

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 2 de l'accord régional de prévoyance du 15 novembre 2006 est annulé et remplacé par l'alinéa suivant :

« Le présent accord s'applique dans les établissements privés d'enseignement d'Ile-de-France adhérent à l'un des organismes employeurs signataires du présent accord et ayant passé un contrat avec l'Etat pour une ou plusieurs classes dans le cadre de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959. »

### **Article 4**

#### *Obsèques*

Il est rajouté un alinéa à l'article 7.2. Garanties obsèques :

« Les garanties obsèques sont versées dans la limite des frais réels ».

### **Article 5**

#### *Date d'application*

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4.

### **Article 6**

#### *Révision et dénonciation*

Le présent avenant peut être révisé par voie d'avenant conclu dans les formes légales. La demande de révision doit être présentée par la partie qui la souhaite par courrier recommandé avec avis de réception adressé à chaque autre partie signataire accompagné du projet de révision envisagé.

La commission paritaire régionale composée de l'ensemble des représentants des organismes employeurs et des organisations syndicales représentatives de droit ou dans la profession se réunit pour examiner cette proposition dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

La dénonciation du présent accord intervient suivant les formes légales et doit être présentée par courrier recommandé avec avis de réception à l'ensemble des autres parties signataires.

A la demande d'une des parties signataires sollicitant la révision ou notifiant la dénonciation du présent accord, les signataires doivent se réunir dans un délai de 3 mois.

### **Article 7**

#### *Dépôt*

Le présent avenant fera l'objet des dépôts légaux par la partie la plus diligente.

Conformément aux dispositions légales, la présente convention est déposée à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 9 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UROGEC Ile-de-France ;  
SNCEEL.

**Syndicats de salariés :**

UPR-FEP CFDT ;  
SNEC CFTC ;  
SYNEP CFE-CGC ;  
SNPEFP CGT.